

Comité Éthique du Fonds Nouvelle Stratégie 50 du 01/07/2025
Secteur : Retail et Prêt à porter

Les membres d’Ethique et Investissement ont participé, le 01/07/2025, au comité éthique organisé dans les locaux de Meeschaert-Mandarine Gestion pour analyser les valeurs du secteur : Retail et Prêt à porter.

Le secteur économique du textile et du prêt-à-porter est régulièrement sous le feu des projecteurs, du point de vue social (en cas de sous-traitance dans des pays « à bas coûts » et/ou peu regardants quant aux conditions de travail), sociétal (« alinéation » de la mode, sur-consommation à la clé...) autant qu’écologique.

D’un point de vue environnemental, l’usage intensif de l’eau dans la transformation des matières premières, en particulier lors des phases de teinture et de traitement des tissus, voire des peausseries, est un point de vigilance majeur aujourd’hui encore.

Les organisations professionnelles en France, telle l’[UFIMH](#), par exemple, peinent à promouvoir l’éco-conception, la re-localisation des savoir-faire au plus près des principaux consommateurs (« pays développés »). Nonobstant la relance de la production d’une matière d’origine naturelle comme le lin en Europe, la place importante des fibres synthétiques, issues de polymères plastiques insuffisamment recyclés demeure problématique. En effet, elle accentue les risques de pollution comme en témoigne l’exportation massive de vêtements usagés vers certains pays, notamment africains, en particulier le [Kenya](#) et le [Ghana](#).

A titre illustratif, un [rapport de l’ONG Greenpeace](#) estime que, chaque semaine, environ 15 millions de vêtements sont exportés au Ghana, dont près de la moitié, invendables, finissent dans des décharges informelles ou sont brûlés dans des buanderies publiques, entraînant une contamination sévère des ressources en air, sol et eau. Des prélèvements effectués par l’ONG dans la ville d’Accra montrent des niveaux dangereusement élevés de substances toxiques dans l’air intérieur, notamment des agents cancérigènes comme le benzène et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ; de même, des tests effectués sur des vêtements abandonnés ont révélé que près de 90% sont fabriqués à partir de fibres synthétiques comme le polyester, contribuant à la propagation des microplastiques dans l’environnement et conduisant à la création de véritables « [plages en plastique](#) » le long de la côte. La « fast fashion » et la gabegie qu’elle engendre ne semblent pas en voie d’être maîtrisées. D’où nos décisions suivantes :

Tableau des décisions

Entreprises	Décisions	Entreprises	Décisions	Entreprises	Décisions
ADIDAS	Ne pas intégrer	INDITEX	Ne pas intégrer	PUMA	Intégrer
H&M	Ne pas intégrer	JD SPORTS	Ne pas intégrer	TAPESTRY	Ne pas intégrer
HUGO BOSS	Ne pas intégrer	ON HOLDING	Ne pas intégrer	ZALANDO	Exclure

Relevé des décisions

Nous avons intégré :

PUMA : Conseil majoritairement indépendant. Comité de durabilité en place. Rémunération intégrant des critères ESG. En matière de climat, validation SBTi à 1°5 pour 2030 avec une baisse des émissions de 90 % sur Scope 1 et 2 et de 33% sur Scope 3. PUMA a développé des méthodes pour la circularité et le sourcing durable efficaces et des objectifs précis de maîtrise de la pollution de l’air et de l’eau. Sans plan de transition pour la biodiversité mais des mesures concrètes d’ores et déjà identifiées : un (bon) début à saluer et à suivre. En matière sociale, des résultats positifs sur la sécurité et l’égalité salariale, notamment, intéressants. Des audits réguliers et décisifs chez les fournisseurs et sous-traitants, qui indiquent un souci de la « responsabilité élargie » incombant aux donneurs d’ordre objectivée.

Nous avons exclu :

ZALANDO : Un modèle d'affaires qui fait fi des emplois/commerces de proximité classiques, d'où un intérêt social moindre, à notre avis. En matière de climat, ZALANDO s'est engagé sur des objectifs SBTs mais ses émissions totales sont supérieures à sa base 2017. Les objectifs ne sont pas atteints concernant le recyclage et l'élimination des emballages plastiques. Les outils pour suivre les fournisseurs sur les normes éthiques et les droits humains semblent légers. Il en est de même dans le domaine social. Par ailleurs, un conseil globalement indépendant et une intégration des critères ESG dans les rémunérations sont, eux, des points plus positifs.

Nous n'avons pas intégré :

ADIDAS : Indépendance du conseil et du président. Bonus sur critères ESG. En matière de climat les objectifs SBTi sont en bonne voie de réalisation. Concernant l'eau et les produits chimiques utilisés, des objectifs clairs ont été définis pour la réduction des usages et des volumes. Des engagements aussi sur le recyclage et l'origine des matières naturelles utilisées. Adidas rejette les allégations de déforestation et se veut transparente. En matière sociale, sont affichés : tolérance zéro pour le travail forcé, le travail des enfants, l'exposition aux risques. Mais de fort nombreuses controverses persistent (travail forcé, corruption, gestion des salaires et des horaires de travail...) notamment, de déforestation, pas (encore ?) anéanties par la transparence que l'entreprise tente d'opposer à ces allégations.

H&M : Le conseil n'est pas majoritairement indépendant ; existence d'un « *green finance comittee* » et d'objectifs extra-financiers dans les rémunérations. Objectifs ambitieux, en pointe sur la neutralité carbone notamment, qu'entachent des doutes sur les résultats réellement obtenus. Idem en matière de recyclage. Sourcing opaque. Malgré des engagements affichés ambitieux et une communication structurée, H&M peine à démontrer un impact tangible et cohérent sur le respect des droits humains, les conditions de travail et l'inclusion dans sa chaîne d'approvisionnement. Nombreuses controverses : rédhitoires.

HUGO BOSS : Beaucoup de controverses en particulier de travail forcé (Xinjiang) que l'entreprise nie systématiquement, sans convaincre. Conseil et président indépendants. Rémunération variable avec objectifs de durabilité. La stratégie climatique montre un fort décalage entre les objectifs et la réalité, due à l'explosion du scope 3. Progrès sensible sur le recyclage. Sourcing exigeant, contredit par des allégations, répétées, mettant en cause le coton du Xinjiang. En matière sociale, manque de crédibilité sur les résultats avec des tensions sociales sous-estimées, à la faveur d'un reporting globalement léger sur des critères qui nous tiennent à cœur.

INDITEX : Groupe contrôlé par une famille essentiellement, conseil non indépendant. Pas d'information sur les rémunérations des dirigeants. Stratégie pertinente sur le climat mais résultats très en retard. Pas de transparence sur l'eau, ni en quantité, ni en qualité. Idem sur les autres pollutions caractéristiques du secteur. Nombreuses controverses.

JD SPORTS : Indépendance du conseil et comité ESG. Rémunérations liées à des critères ESG. En matière de climat, la société est en bonne voie pour atteindre son objectif de neutralité carbone en 2043. Mais la cible est très lointaine ! Concernant la politique sociale le discours est très général. Il en est de même pour le suivi des droits humains chez les fournisseurs, alors que beaucoup sont dans des pays risqués (Chine, Inde, Pakistan).

ON HOLDING : Gouvernance majoritairement indépendante. Pas d'information sur les rémunérations. Coté climat, attention à la prochaine validation SBTi. Pas d'informations sur l'eau en raison de l'externalisation (commode !). En avance sur éco-conception, recyclage/circularité innovants avec la location de chaussures. Production dans des pays à hauts risques pour les droits de l'homme. Audits nombreux et transparents mais avec beaucoup de non-conformités. Manque flagrant d'indicateurs pour le social.

TAPESTRY : Indépendance du conseil et du président dont la rémunération est démesurée. En matière de décarbonation, faiblesse sur le scope 3 qui représente la quasi-totalité du résultat (dû aux fournisseurs). Quelques initiatives sur le recyclage des déchets. Concernant les droits de l'homme beaucoup d'audits, mais pas « inopinés », ce qui laisse quelques doutes. Manque d'indicateurs qui permettraient de mesurer l'effet réel des bénéfices sociaux.